

COMMUNIQUE DE PRESSE du 20 juin 2014

Permis de conduire, sécurité routière : moins d'Etat, plus de tués !

Le nombre de tués et de blessés sur les routes de France connaît, au mois de mai, une forte hausse (respectivement +15.2% et +20.2%) par rapport à la même période de l'année dernière.

Les chiffres concernant les « *deux-roues motorisés* » sont notamment très préoccupants : sur les 5 premiers mois de l'année 2014, ils représentent 1/3 de l'augmentation de la mortalité routière.

Il est de la responsabilité de l'Etat de s'assurer que chaque conducteur ait le niveau minimum requis avant de lui accorder le droit de circuler seul.

Or, les dernières réformes du permis de conduire ont conduit à affaiblir le niveau de compétence des jeunes conducteurs.

La France a même décidé depuis 2013, de ne pas faire intervenir les inspecteurs pour le nouveau permis « *cyclomoteur* » et a dispensé les conducteurs de moto de moyenne cylindrées, de passer un examen pour être autorisés à conduire des motos plus puissantes.

Aujourd'hui, le gouvernement, sous la pression de quelques représentants de patrons d'auto-écoles, souhaite continuer cette politique irresponsable en privatisant deux autres missions de service public : le passage du code de la route et les examens poids lourd. Cela étant le prélude à la privatisation de l'ensemble des autres examens !

En plus des conséquences pécuniaires sur des usagers, souvent jeunes, qui devront payer pour passer des examens jusqu'ici gratuits, les effets de telles décisions pourraient s'avérer désastreux en termes de sécurité routière.

Dans ce contexte, le SNICA-FO appelle l'ensemble des inspecteurs et délégués du permis de conduire et de la sécurité routière à cesser le travail le mercredi 25 juin 2014, pour dire non à la casse du service public des examens du permis de conduire.